

Ce compte-rendu de lecture a été publié sous une forme proche sur le site lectures.revues.org en 2013.

Sezin Topçu, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*

Compte-rendu par Pascal Marichalar

Sociologue, chargé de recherches au CNRS, membre de l'IRIS. Page web : <http://iris.ehess.fr/document.php?id=1730>

27 novembre 2013

Tandis que la centrale de Fukushima Daiichi n'en finit pas de rejeter des éléments radioactifs autour d'elle, la parution de ce livre permet de retracer avec limpidité et précision l'histoire (des années 1970 jusqu'à nos jours) de la production d'une acceptabilité de l'énergie nucléaire. Cette production s'est faite par un véritable modelage de l'opinion publique, qui est ici envisagé depuis la France, tout en étant inscrite dans des dynamiques qui font fi des frontières (à l'instar d'un certain nuage radioactif émis en 1986).

Sociologue et historienne, l'auteure s'appuie sur une grande diversité d'entretiens et de documents recueillis auprès des entreprises, des pouvoirs publics et des institutions de gestion du risque nucléaire, ou encore des individus et associations engagés dans une critique du nucléaire. Le simple fait d'avoir eu accès à certaines de ces sources dans un contexte façonné par le secret est en soi remarquable. D'un point de vue méthodologique et théorique, l'ouvrage de Sezin Topçu assume l'héritage d'une histoire des sciences « incarnée », attentive aux conséquences de la technologie sur la vie des personnes, d'une pensée foucaldienne des « techniques de gouvernement » et d'une approche pragmatiste qui ne se contente pas (comme c'est trop souvent le cas) de l'analyse argumentative des discours mais situe avec précision leur contexte d'énonciation.

L'histoire du nucléaire en France est marquée par plusieurs dates considérées comme charnières : le plan Messmer en faveur du « tout nucléaire » (1974), la contestation du projet Superphénix à Creys-Malville (1976-1977), l'accident de Three Mile Island et ses répercussions dans l'industrie hexagonale (1979), la poursuite du programme électronucléaire par les socialistes français (années 1980), la crise de confiance provoquée par l'accident de Tchernobyl (1986), la controverse autour du centre de traitement des déchets nucléaires de La Hague (décennie 1990), la décision de construire la centrale EPR de Flamanville (2004-2005), le conflit autour de la radioactivité des mines d'uranium Areva d'Arlit, au Niger (décennie 2000). Selon Sezin Topçu, chacun de ces moments a modifié la manière dont les promoteurs français de l'énergie nucléaire ont présenté cette dernière et ont tenté de déjouer les critiques portées par la diversité des opposants. Les suites de la

catastrophe de Fukushima (qui a commencé le 11 mars 2011) ne sont pas traitées, bien que l'auteure en évoque l'importance évidente ; mais ceci n'est guère surprenant lorsqu'on considère que la thèse dont est tiré l'ouvrage a été soutenue en 2010.

L'histoire que conte Sezin Topçu, avec un grand talent d'écriture, est celle, implacable, des manœuvres successives par lesquelles les promoteurs du programme électronucléaire vont vider de leur sens, récupérer et déplacer l'enjeu des arguments antinucléaires. Ils parviendront ainsi à ce que le débat ne porte pratiquement jamais sur l'interrogation la plus importante – faut-il abandonner ou poursuivre l'exploitation de l'énergie nucléaire ? – mais sur une foule de questions annexes – comment améliorer la transparence, la participation du public, la gestion des déchets, etc. ? Ainsi, si le projet initial de construire 170 réacteurs entre 1974 et 2000 rencontre des résistances, c'est officiellement à cause du manque d'information du public – après tout, ce sont des questions très techniques, à laisser aux experts. Mais inversement, le moyen retenu plus tard pour domestiquer les « écolos chevelus » issus des milieux intellectuels sera de les associer à la gestion du risque nucléaire.

De même, ce qu'il faudrait retenir de la gestion de l'après-Tchernobyl, ce serait, non pas qu'un accident du même type est possible à tout moment en France, mais simplement que le gouvernement par le secret n'est pas toujours souhaitable ; d'où une prolifération de structures « participatives » et un effort éphémère des exploitants (EDF, Cogema) pour partager leurs données. Cependant, ceci n'empêchera ni la notion de secret d'être encore invoquée à plusieurs reprises – autour du transport des déchets radioactifs ou de certains résultats d'analyse – ni la notion de « démocratie technique » d'être vidée de son sens. Ainsi, le débat sur l'EPR est lancé avec seulement une minorité des acteurs prévus au départ, et alors que la loi autorisant la construction du réacteur « nouvelle génération » a déjà été publiée au Journal Officiel... ce qui revient, souligne l'auteure avec ironie, à inventer une « nouvelle forme de consultation publique : le débat sans débat et sans acteur » (p. 288).

L'acceptation du nucléaire ne serait-elle qu'une question de vocabulaire ? Un chapitre est consacré à l'analyse du « nukespeak », cette novlangue nucléaire qui euphémise la réalité et minimise les dangers, sous prétexte de rationaliser le débat en lui retirant sa charge émotionnelle. On apprend, nombreuses sources à l'appui, que de doctes sémiologues, spécialistes de l'opinion et publicitaires œuvrent au sein des entreprises exploitantes pour proposer d'incessantes réformes des termes légitimes, en fonction des priorités du moment. Après Tchernobyl, ils conseillent de remplacer les termes de « catastrophe » et d'« accident », trop chargés, par ceux d'« événement », d'« incident » et d'« urgence radiologique ». De même, pour mesurer l'activité radioactive, on propose de parler en unités Curie plutôt que Becquerels, pour afficher des nombres moins impressionnants, avec moins de zéros. Enfin, un lexique adapté est mis au point pour les déchets nucléaires : « recyclage », « conditionnement » et « stockage », plutôt que « retraitement » (trop militaire) et « enfouissement » (y aurait-il quelque chose à cacher ?).

Le chapitre sur la mine d'uranium d'Arlit donne le coup de grâce à l'illusion de « l'indépendance énergétique » acquise grâce au nucléaire – sauf à considérer que le Niger ferait toujours partie de la France, comme au temps des colonies. Il offre un

compte rendu précis de la lutte méconnue, menée par des associations locales en collaboration avec des ONG européennes, pour faire reconnaître la réalité de la contamination radioactive de l'environnement et des hommes, alors qu'Areva soutient qu'il s'agit d'une activité minière banale, qui n'aurait rien de « nucléaire ». Il faut lire en complément le récent *Being Nuclear* de Gabrielle Hecht¹, décrivant le jeu des intérêts qui poussent les entreprises et pouvoirs implantés en Afrique à qualifier ou non certaines activités de « nucléaires », selon l'option la plus avantageuse en un lieu et à un moment donnés.

Le passage le plus glaçant du livre de Sezin Topçu est incontestablement celui qui est consacré au projet scientifique « Ethos », financé par les principales institutions françaises (privées et publiques) en charge du nucléaire, et impliquant des chercheurs de plusieurs disciplines, dont les sciences sociales. Son but est – comme le nom le suggère – de modifier les habitudes de vie des habitants des zones contaminées autour de Tchernobyl afin de leur apprendre à maîtriser leur « facture radiologique ». Ceci implique par exemple de manger certains légumes plutôt que d'autres, et d'abandonner une fois pour toutes l'idée d'aller se promener dans la forêt. Certaines associations critiques du nucléaire applaudissent : car après tout, ne faut-il pas protéger ces personnes qui n'ont pu partir ? D'autres refusent d'accompagner la démarche, par crainte de cautionner l'idée qu'il serait possible de vivre dans un milieu hautement radioactif, au prix de certains changements d'« habitudes ». Cependant, c'est ce même courant de pensée néolibéral, proposant une gestion individuelle de la santé, qui se développe dans le Japon de l'ère Fukushima.

Les limites du livre sont de deux ordres. La première tient à l'absence totale, et surprenante, des travailleurs de l'industrie nucléaire (rapidement évoqués dans le cas du Niger). Pourtant, depuis plusieurs décennies, de nombreuses mobilisations ont eu lieu pour dénoncer le fait que l'exploitation de l'énergie nucléaire implique d'exposer des travailleurs à la radioactivité, et donc de mettre leur santé en péril². Prendre en compte ces combats aurait permis d'étudier une critique du nucléaire dans un registre autre que celui de « l'environnement » – et qui ne peut donc être neutralisée de la même façon.

La seconde limite tient au fil directeur peut-être trop implacable, selon lequel toute critique est récupérée et mise hors d'état de nuire par le pouvoir nucléaire. La conclusion insiste sur les « raisons d'espérer » – car l'auteure est manifestement favorable à la sortie du nucléaire, comme le serait quiconque au terme d'une pareille enquête. Cependant, il est difficile d'y croire, tant le tableau dépeint dans les trois cents pages précédentes est sombre. On ne peut s'empêcher de penser que l'étape suivante de cette dialectique argumentative est celle d'une catastrophe nucléaire sur le territoire français. Or, il est sans doute bien d'autres futurs possibles. Ainsi, si le livre pêche, c'est par son appréhension quelque peu monolithique du pouvoir nucléaire – n'y a-t-il pas des voix dissonantes au sein de l'État ou des entreprises exploitantes ? – et surtout par sa focalisation sur un seul élément du répertoire de

¹ Gabrielle Hecht, *Being Nuclear. Africans and the Global Uranium Trade*, Boston, MIT Press, 2012.

² Voir Annie Thébaud-Mony, *L'industrie nucléaire : sous-traitance et servitude*, Paris, Inserm-EDK, 2000.

l'action collective, le discours. On aimerait en savoir plus sur la diversité des modes d'action des mouvements antinucléaires, pour voir si elle permet d'expliquer leurs succès relatifs sur certains sites (Plogoff) ou dans d'autres pays (Allemagne).